

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

VERS UNE MORALE DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION

de FRANCIS DESSART

*Professeur de Communication à l'Institut des Hautes Etudes
Economiques et Sociales de Bruxelles*

Une éthique de la communication destinée au monde moderne devrait reposer sur des valeurs telles que la paix, la liberté et le respect mutuel, qui sont communes à toute l'humanité tout en tenant compte de la grande diversité culturelle et politique si manifestement caractéristique du monde actuel.

C'est sur la valeur ou la dignité intrinsèque de l'homme que devrait essentiellement porter une éthique de la communication. L'homme possède une valeur intrinsèque en tant qu'être de raison, mais aussi en tant que membre d'une collectivité culturelle et politique donnée. Une éthique de la communication doit donc tenir compte de ces deux aspects.

Du point de vue de la communication, la dignité de l'homme peut toutefois être associée à son rôle particulier d'émetteur et de récepteur de messages. Les considérations intersubjectives et interpersonnelles prennent alors toute leur importance, puisqu'une éthique de la communication doit établir des principes susceptibles d'aider à la définition des rapports entre les émetteurs et les récepteurs de messages. La notion de dignité humaine est intimement liée à celle de respect mutuel suppose que l'existence du respect mutuel suppose que

les hommes se considèrent les uns les autres non comme des moyens mais comme des fins. En d'autres termes, les hommes doivent s'efforcer de se définir les uns par rapport aux autres en termes de «je et tu» plutôt qu'en termes de «nous et eux». Du point de vue d'une éthique de la communication centrée principalement sur les problèmes que posent les mass-media modernes, notamment la presse, la télévision et la radio, ces notions suggèrent que les émetteurs et les récepteurs des messages portés par les media devraient respecter certains principes fondamentaux dans l'établissement de leurs rapports mutuels. Ces principes découlent du respect de l'individu en tant que récepteur.

Ainsi, le récepteur devrait avoir accès à un large apport d'information présentée avec intégrité; à des avis différents exprimés avec loyauté; à toute une variété de matériels qui l'instruiront et le divertiront. Un facteur fondamental réside dans la véritable liberté du récepteur de choisir et de participer. Les responsables de la communication ont à ces points de vue une obligation essentielle les uns envers les autres.

C'est la nature même des communications modernes qui oblige d'orienter une éthique vers les émetteurs de messages plutôt

que vers les récepteurs, car les forces économiques et politiques modernes ont en effet concentré la capacité d'émission de messages entre les mains d'une petite minorité de la population mondiale. De ce fait, les émetteurs ont acquis un pouvoir démesuré de détermination quantitative et qualitative de leurs messages. Comment, précisément, l'idée du respect de la dignité humaine s'applique-t-elle à ceux qui gouvernent les media modernes? La réponse à cette question peut être formulée selon deux points de vue interdépendants mais bien distincts:

1) cas des communications se situant uniquement à l'intérieur d'une collectivité culturelle donnée;

2) cas des communications entre collectivités culturelles différentes.

Dans chaque cas, il est essentiel que l'émetteur respecte l'intégrité du récepteur. Cet idéal est peut-être plus facile à atteindre dans le cas de communications se situant à l'intérieur d'une collectivité culturelle que dans le cas de celles qui franchissent des frontières culturelles. Ainsi, les Conseils de la presse des divers pays et les organismes équivalents d'autres pays ont mis au point des procédures efficaces de règlement des différends portant sur des abus de la presse.

Ces organismes protègent les citoyens contre les diffamations et les allégations mensongères, et la grande majorité de la presse et du public respecte leurs décisions. Ces mêmes organismes se trouvent cependant souvent placés dans des situations paradoxales, des personnes leur demandant de protéger leurs droits contre la presse qui, de son côté, invoque ces mêmes droits pour justifier son action.

Le problème est encore plus complexe dans un contexte multinational et multiculturel, car les sources et les moyens de communication moderne, comme les studios de télévision, les réseaux de télécommunications, les agences de presse, etc... sont concentrés dans les pays industrialisés, qui n'ont à rendre compte de leurs activités à personne. Au niveau international ou multiculturel, le respect du récepteur de messages suppose qu'il soit tenu compte d'éléments inexistantes au niveau intraculturel. Le récepteur doit avoir la possibilité de recevoir des messages qui reflètent son milieu culturel propre. Ainsi il se peut qu'un message donné, bien qu'il ne déforme pas in-

entionnellement la vérité, mais par le fait même qu'il a été conçu et émis par des émetteurs de pays industrialisés, choque des récepteurs de pays en voie de développement parce que ceux-ci sont forcés à une représentation de l'information qui n'est pas la leur. Ils désirent témoigner d'eux-mêmes et non dépendre d'autres pour ce qui est du langage et des images dont ils se servent pour exprimer leur identité. La souveraineté culturelle et nationale devrait donc être respectée par toutes les nations et par tous les peuples.

Le respect des personnes au-delà des frontières culturelles suppose que l'on encourage les récepteurs des pays en voie de développement à jouer un rôle plus actif dans la création et l'émission des messages. En termes concrets, cela implique la formation d'agences de presse régionales et la production d'émissions de radio et de télévision indigènes. Certains pays, par exemple, ont accompli un grand progrès dans cette voie.

De tels efforts seraient, dans le domaine des communications, l'expression de la nécessité éthique du principe du respect mutuel entre les hommes. Par «respect», il faut entendre ici considération pour les autres non seulement en raison de leur qualité d'êtres humains possédant des traditions culturelles distinctes. Seule l'application d'un tel principe permettra d'adapter les communications modernes, produit des sociétés technologiques, aux exigences culturelles particulières des pays en voie de développement.

Les media sont un produit de la créativité de l'homme. En raison de la répartition inégale des ressources sur le globe, seul un petit pourcentage de la population mondiale a pu jusqu'à maintenant exprimer sa créativité par les media. Les pays en voie de développement peuvent encourager l'expression d'une telle créativité au sein de leurs propres populations en tirant profit de récents progrès de la technologie, comme l'impression en offset et le transistor. Ces techniques et d'autres permettraient aux personnes de produire des émissions et de communiquer entre elles sans qu'elles aient à encourir de frais trop grands pour elles-mêmes et pour leurs sociétés.

De telles méthodes feraient entrer ces populations dans le courant de la technologie moderne non à titre de récepteurs pas-

sifs de messages produits ailleurs, mais à titre de participants actifs à l'élaboration d'une civilisation à l'échelle du globe. La fin ultime est donc un équilibre de la circulation de l'information, situation qui permettrait pour la première fois un véritable dialogue entre tous les peuples de la terre. Il faut viser à l'instauration d'un nouvel ordre international de la communication et de l'information.

Les media peuvent servir à des fins d'information, d'éducation et de divertissement. Une éthique de la communication devra prévoir des dispositions relatives au respect des personnes dans chacun de ces domaines. Outre le fait qu'ils peuvent favoriser chez le récepteur l'acquisition d'aptitudes particulières, les media doivent le rendre conscient des traditions historiques et culturelles de sa propre société. Ces traditions doivent être présentées de façon à favoriser l'intégration de l'homme à sa société tout en lui laissant la possibilité d'exercer un jugement indépendant. Là encore, l'accent est mis sur les communications qui permettent à l'homme de participer activement à son monde plutôt que comme moyen d'en faire un consommateur passif de biens et d'idéologies. Les communications peuvent ainsi devenir une condition du «développement» au sens le plus large possible du terme, c'est-à-dire du développement non seulement économique mais aussi social et culturel.

Les media peuvent amplifier chez l'homme les possibilités de discernement et de choix. Les communications peuvent donc créer les conditions permettant l'expression de la liberté de l'homme. Mais elles ne pourront le faire que grâce à une nouvelle répartition des sources d'où elles émanent. Sinon, leur puissance même sera un obstacle à l'accomplissement personnel et culturel de l'homme.

En outre, si les media peuvent servir de relais pour l'éducation (radio et télévision scolaires, universités télévisuelles, radios rurales dans le Tiers-Monde, etc.), il importe que le récepteur soit capable de comprendre le «phénomène media» exactement comme il a appris à lire ou à écrire.

Eduquer à la compréhension des média

En effet, l'éducation passant par le canal d'un media peut très bien rater son

objectif car plutôt que d'assimiler le message éducatif véhiculé par le media, il se peut que le récepteur tombe sous le charme d'une espèce particulière de media et redevienne automatiquement un être passif.

C'est, notamment, le cas de la télévision. Les journaux télévisés deviennent des spectacles émotionnels que l'on subit inconsciemment plutôt que de les comprendre. Dans ce sens, même la télévision scolaire peut être un élément négatif...

Il importe donc - avant d'éduquer par les medias - d'éduquer aux medias, d'enseigner ce que sont les medias, comment les comprendre, comment les utiliser. Autrement dit de démystifier quelque peu cette «magie» qui entoure encore surtout les medias audiovisuels ou les métiers du journalisme.

Il ne s'agit certes pas d'une «vulgarisation» dans le mauvais sens de ce terme qui «massifierait» les medias en les mettant au seul niveau de l'homme de la rue pris comme paramètre. Tout au contraire, il s'agit d'éduquer réellement les masses, de les former et donc de les rendre aptes à comprendre les medias: comprendre le vocabulaire spécifique employé, connaître comment s'exercent les différents métiers de la communication, pouvoir s'exprimer dans les medias et les utiliser même directement et - enfin - savoir analyser soi-même les messages véhiculés par les medias et se forger une idée personnelle en connaissance de cause.

Cette éducation à la communication - connue par les spécialistes sous l'abréviation d'éducommunication - serait peut-être la plus grande révolution culturelle de cette fin du XX^e siècle.

En cette époque où l'on parle de protéger le consommateur, c'est aussi au consommateur des mass medias qu'il faut penser afin de lui rendre un rôle actif. Ne plus subir le message, mais le comprendre, l'analyser, être capable de le critiquer et aussi être apte éventuellement à y répondre par le même canal.

L'écrivain américain Ezra Pound écrivait à cet égard qu'aujourd'hui il ne saurait y avoir de liberté de la presse sans la liberté de s'exprimer à la radio et à la télévision.

Une philosophie de la communication pour le III^e millénaire doit s'élaborer, soutenue par les colonnes de la tolérance et du respect des droits de l'homme.

LE «SIGNAL» DE ROME

L'EUROPE ET L'OTAN

Cela aurait pu aller encore plus mal. A l'extérieur, l'Otan a donné l'impression d'avoir retrouvé son unité. On ne peut cependant même pas dire que les choses soient allées aussi «parfaitement» que ne jugent le ministre fédéral des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, et le Chancelier Helmut Schmidt à propos des résultats de la réunion de Rome. A part les colloques préliminaires au niveau des ambassadeurs, les ministres des Affaires étrangères américain et soviétique ne se rencontreront qu'en septembre - hors de la réunion de l'ONU où ils se seraient de toute façon rencontrés - et discuteront du programme et des modalités des négociations sur les armes à moyenne portée. Selon les désirs des Européens, ces entreprises auraient dû commencer «sans retard».

Et maintenant le problème est reporté à la fin de l'année.

Tout ceci en supposant que les négociations ne s'enlisent pas au départ sur le problème de l'ordre du jour - par exemple sur la question très discutée dès maintenant, s'il faut inclure ou non dans les négociations la question des missiles américains déjà stationnés en Europe et à sa périphérie stratégique.

LES OBJECTIONS DE L'OTAN

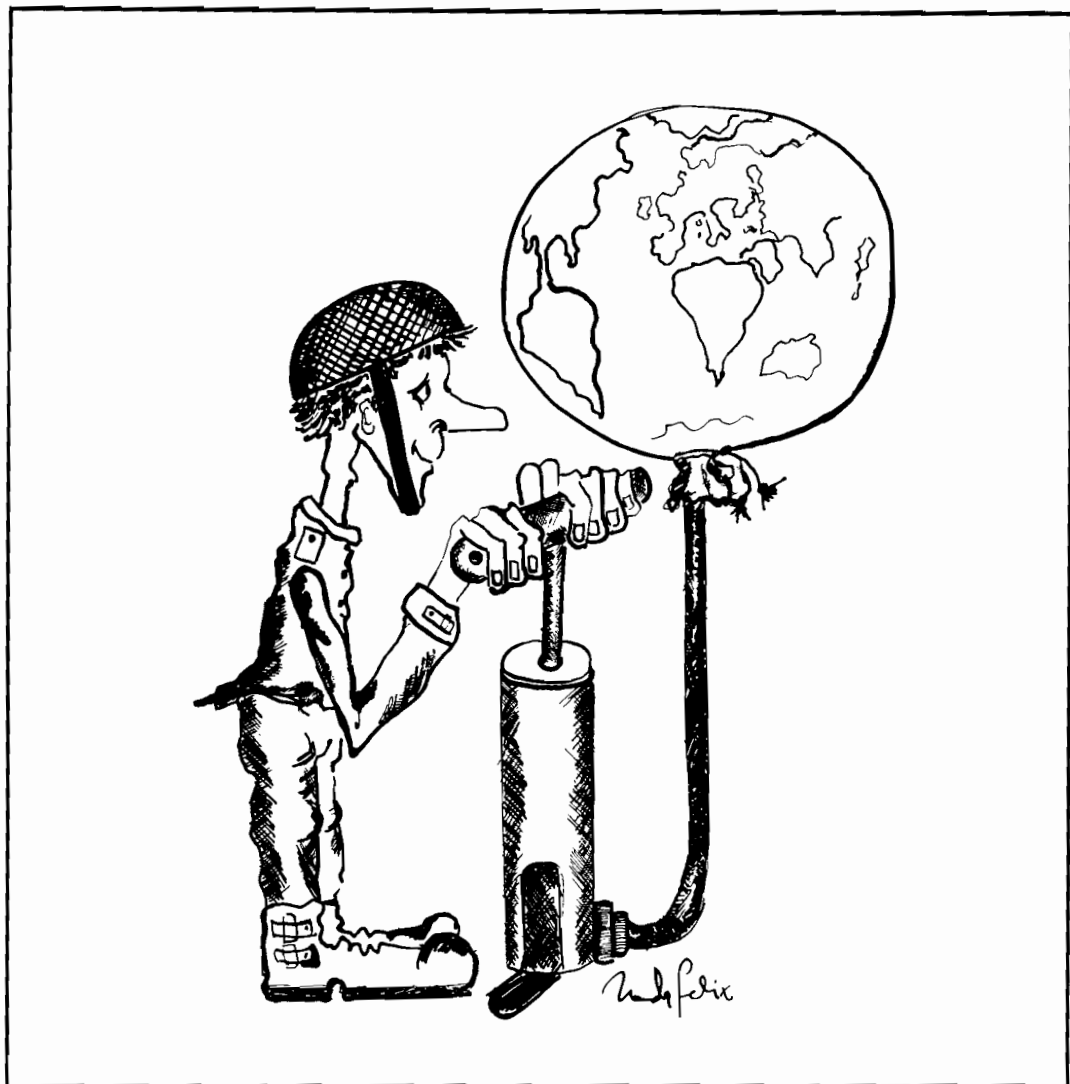
Le début proprement dit des tractations n'a certes pas été facilité, non plus, par le refus catégorique du moratoire proposé par les Soviétiques sur le stationnement d'armes à portée moyenne, que les Occidentaux

ont défini «absolument inacceptable». Il faut cependant observer que Moscou devrait vraiment dissiper les craintes que ne voient dans le moratoire qu'une façon de bloquer les mesures de modernisation des armements

Mais la seconde objection de l'Otan est, elle aussi, discutable: si les missiles SS 20 (soviétiques) pointés sur l'Europe occidentale devaient réellement être transférés au-delà de l'Oural, l'augmentation de la distance en réduirait considérablement la précision et en diminuerait, ainsi, de façon décisive leur valeur stratégique.

Mais ce qui est plus préoccupant que le renvoi purement temporel et le ferme «non» à l'égard d'un «stop» des stationnements, c'est le fait que les Américains, et maintenant également les Européens, continuent avec insistance à faire dépendre leur propre disposition à négocier du respect des «règles de comportement» de la part de Moscou - non seulement à l'égard de tout le reste du monde. Etant donné que, tout compte fait, ce sont les Américains qui négocient, ce seront exclusivement eux qui décideront si, quand et pour combien de temps faire durer éventuellement les entretiens entre les deux Grands.

Quel est exactement, dans ce contexte, le rôle de l'Afghanistan, la chose est peu claire encore. La proposition de l'Alliance atlantique et la lettre de Reagan à Brejnev ont été exprimées, malgré la poursuite de l'occupation soviétique. Mais Washington et l'Otan pourront-ils continuer à négocier sérieusement, sans perdre de prestige, si le Kremlin devait faire l'oreille sourde également à la demande insistante faite récemment par l'Otan d'un retrait des troupes soviétiques?



LA DEFENSE NOUS COUTERA BEAUCOUP PLUS

Pour les Européens, bien plus désagréable est le fait que le «signal» ou le «tournant» de Rome - comme on a baptisé les résolutions du Conseil de l'Otan - coûtera un prix considérable et que la «modernisation» des armements ne changera absolument pas et qu'elle ne pourra être évitée que par miracle.

Le niveau réel de ce prix, qui se traduira sous la forme de plus fortes dépenses dans le domaine de la Défense - pour la République fédérale également - fera

l'objet des consultations de l'Otan de Bruxelles.

Le communiqué et les déclarations du ministre fédéral des Affaires étrangères Genscher font ressortir combien sont désormais modestes les espoirs que les négociations réussissent à réduire le nombre des armes à moyenne portée en Europe. Quand il a été dit que pour préparer les négociations, il aurait fallu veiller à réévaluer la menace nucléaire soviétique, Genscher a dit, en laissant apparaître toute une situation, qu'en aucun cas ne stationneront en Europe occidentale plus que les 572 missiles à moyenne portée prévus.

On souligne, dans le communiqué qu'é-

tant donné les armements soviétiques toujours plus puissants dans ce secteur, «la modernisation des armes à moyenne portée de l'Otan devient plus importante que jamais et constitue la seule base réaliste pour un contrôle parallèle de ces armes». Par conséquent, les alliés occidentaux ont «de nouveau confirmé» leur propre engagement aux effets de la «double résolution» de l'Otan. En parlant à la presse, Haig a ajouté que l'alliance se serait désormais engagée à l'unanimité sur la stationnement des euromissiles, «indépendamment de la propagande orientale». Il ne lui était pas possible de parler plus clairement que cela.

DEUX «MIRACLES» ET ... RIEN QUE DES PHRASES

Quel «miracle» pourrait encore empêcher la modernisation des armements de l'Otan ou l'atténuer d'une façon quelconque?

D'un côté, l'Union soviétique aurait la possibilité de présenter des solutions de rechange vraiment discutables qui intéresseraient certainement les Européens et qui pourraient trouver un certain écho à Washington également. Mais les habituelles phrases toutes faites ne suffisent pas; ce sont des mots qui ont perdu tout crédit ou qui peuvent être entendus comme des menaces. Moscou devrait, par contre, faire quelque chose de concret - par exemple,

démolir les vieux missiles qui devraient être substitués par les nouveaux SS 20. Ils sont, jusqu'à présent, encore en grande partie «en ligne». En outre, le Kremlin pourrait transférer en Asie centrale au moins une partie des missiles SS 20 se trouvant en Europe.

Le second miracle pourrait avoir lieu indépendamment du premier. On discute toujours plus âprement, aux Etats-Unis, sur la nécessité de ne pas faire stationner sur le territoire américain les nouveaux missiles intercontinentaux MX - même s'ils sont bien cachés et camouflés. L'alternative proposée est de les garder en haute mer. Cette solution, traduite et appliquée également pour les euromissiles, réduirait considérablement quelques-unes, au moins, des principales préoccupations.

Tant que ces évolutions ne se manifesteront pas, les Européens devront se contenter de ce qui a été atteint à Rome. Il est de toute façon discutable qu'il s'agit d'un «document fabuleux» - comme s'est exprimé, par contre, Helmut Schmidt. Il restera à voir si cette solution sera suffisante pour surmonter les résistances nées au sein de la coalition gouvernementale de Bonn à l'égard de «la double résolution de l'Otan». Il est certain que ce sujet est loin d'être totalement épuisé.

«Tribuna tedesca»
mai 1981

ABONNEMENTS

Italie:

ordinaire	lires	10 000
de soutien	lires	50 000

Autres pays européens:

ordinaire	ff.	50
de soutien	ff.	250

Pays extra-européens:

ordinaire	USA \$	20
de soutien	USA \$	60

(ou contre-valeur dans une autre monnaie européenne - ou dollars)

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1981. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «Bulletin Européen» - Foro Traiano, 1/A - Rome.

HISTOIRE DE L'EUROPE



L'Europe: essor



apogée



déclin

de PIETRO GERBORE

III^e partie

L'EUROPE DES NATIONALITES

Rousseau avait eu deux très grands disciples: Robespierre en France et Johann Gottfried Herder en Allemagne; tous les deux ont été les moteurs d'une révolution, politique et militaire en France et intellectuelle en Allemagne. Au Jacobinisme de l'une fait pendant le Romantisme de l'autre. Là où Rousseau avait tiré, de ses idées, des déductions limitées à l'Etat et à la société, Herder les avait appliquées à la poésie, à la religion et à l'histoire. Dans son esprit, l'appel de Rousseau à la nature devint une aspiration à écouter le murmure des sources de l'esprit créateur et à reconduire à elle la culture. Il découvrit ces sources dans la poésie populaire. La lecture de Rousseau avait enfin son oreille pour la voix de la nature et, dans la poésie populaire, il écoutait la langue maternelle de l'esprit humain. Les Jacobins idéalisèrent la nation; Herder fit du Volk, le premier moteur principal de la culture humaine opérant à travers la poésie. Il explora la poésie de tous les peuples, de la Scandinavie à la péninsule Ibérique, et en fit une collection intitulée Voix des Peuples dans les Chansons; il découvrit ainsi le monde slave que l'Occident avait ignoré et donna aux Slaves méridionaux la conscience d'une propre identité nationale. Au terme français nationalité en Occident fit pendant en Orient narodnost, tandis qu'en Europe centrale Volk fut préféré à nation.

Le XIX^e siècle fut, par conséquent, le siècle de la nationalité et les années aux alentours de 1830 furent décisives pour le progrès de cette idée. En 1835, l'Académie française accepta le mot nationalité dans son Dictionnaire. Un an auparavant, le Russe Pletkov avait parlé de narodnost comme d'un néologisme obscur. Ce terme devint rapidement courant en tchèque et en italien, en allemand et en anglais. Il ne fut pas facile de le définir. Au cours des années soixante, le Français Buchez observa que ce mot avait eu un succès prodigieux, bien que les gens n'aient pas su d'où il venait et peut-être même

parce qu'ils ne savaient pas ce qu'il signifiait. Il ajoutait: «Il signifie non seulement la nation, mais également quelque chose en vertu de quoi la nation continue à exister même si elle a perdu son autonomie». Chaque penseur, chaque parti, chaque pays voyait en elle ce qu'il espérait: pour les libéraux, elle impliquait la liberté et un certain degré de souveraineté populaire; pour les conservateurs, le maintien de la tradition et de l'ordre établi; pour les autres, une communauté spirituellement liée par l'héritage commun de la langue et de la culture. L'accent pouvait varier, mais le mot se remplissait d'un contenu émotif. Nation, nationalité et nationalisme comportait une force dynamique irrésistible.

Grecs et Serbes allumèrent des phares. Personne n'avait jamais douté, avant 1830, que la Belgique puisse être une nation. Le tricolore, un hymne, une coutume, une fête civique et une Garde Nationale devinrent les symboles d'une idée qui incendiait les esprits. Entre 1830 et 1870, entre l'indépendance grecque ou belge et l'unification italienne ou germanique, les concepts fondamentaux de la cause nationale, les attributs qui leur conféraient du charme, inacceptables en 1815, étaient devenus des lieux communs. En 1862, lord Acton décrivit la théorie des nationalités comme la plus attrayante des idées contemporaines.

L'EUROPE LIBERALE

Entre 1830 et 1871, les formes de gouvernement changèrent en Europe comme jamais cela n'était arrivé au cours du demi-siècle précédent ou dans celui qui suit. La France vit passer une monarchie bourgeoise, semi-libérale, une Deuxième République, un Prince Président semi-autoritaire, un Deuxième Empire autoritaire, un Empire pour ainsi dire libéral et, finalement, une Troisième République ambiguë. L'Angleterre avait étendu le suffrage et, en 1870, elle était sur le point d'accorder le vote secret. La Prusse était entrée dans un régime constitutionnel en 1850 comme monarchie modérément limitée; mais le suffrage ne fut jamais universel dans ce royaume comme, par contre, après 1870, le fut le Reich. L'Autriche fut une monarchie constitutionnelle entre 1848 et 1851 et un Etat autoritaire jusqu'en 1860-61, puis de nouveau monarchie constitutionnelle jusqu'en 1874 quand elle devint «libérale». Le royaume de Sardaigne fut une monarchie constitutionnelle jusqu'en 1861, gouverné, par ailleurs, par un souverain et un Premier ministre de tempérament trop autoritaire. Le royaume d'Italie fut une monarchie constitutionnelle jusqu'en 1878, puis plus tard parlementaire. Bien que le processus n'ait pas été uniforme et continu, en 1870-71 toute l'Europe acceptait le «libéralisme» comme doctrine officielle et universelle. A Berlin, Bismarck lui-même gouvernait avec l'appui des nationaux-libéraux. A Londres, le Premier ministre était Gladstone; à Paris, l'ex-révolutionnaire de 1830, Thiers, était élu chef provisoire de l'Etat.

Le libéralisme comme le parti libéral, tout comme la révolution industrielle, venaient de l'Angleterre. C'est là que nous rencontrons les énonciations les plus autorisées de la doctrine et l'image exemplaire du parti.

Il se posait à l'Angleterre, qui était certainement le pays le plus évolué, le problème suivant: quel groupe politique pouvait gouverner quand les grands propriétaires terriens, l'«aristocratie», s'étaient démontrés incapables?

Les candidats à la succession pouvaient être l'armée, le monde des affaires, l'organisation de la classe ouvrière, une intelligentsia... Aucun de ces groupes ne possédait, cependant, l'expérience de l'aristocratie terrienne et un gouvernement ne pouvait subsister qu'avec l'appui au moins d'une partie d'elle-même. Le parti libéral anglais offrit la solution que toute l'Europe tenta de copier au cours du siècle. Le gouvernement «aristocratique» ne pouvait pas durer et devait être transformé; le successeur naturel ne devait pas être une autre section de l'aristocratie renforcée par des talents externes pour former une intelligentsia administrative. Ce nouveau groupe de gouvernement devait posséder de la souplesse et du tact pour établir des relations diplomatiques avec d'autres groupes étrangers ou hostiles, alors qu'il s'engageait dans une lutte avec celui qui lui ressemblait le plus, celui des aristocrates. Enfin, le nouveau groupe de gouvernement devait atténuer les douleurs des pauvres et des déshérités et les amener à accepter une distribution unique de la richesse et de l'autorité, en obligeant les riches et les aristocrates à faire ou à subir

des réformes modérées. La solution libérale n'était pas la substitution de l'antique oligarchie par une nouvelle, ni le refus de reconnaître l'existence des groupes de pression, mais bien une combinaison du gouvernement par consensus sur les individus avec le gouvernement avec le consensus de groupes nettement démarqués, en maintenant les affaires dans les mains des plus capables parmi ceux qui avaient mûri sous l'Ancien régime. Tout comme pour l'économie, une sorte de loi du marché devait conserver le pouvoir et l'équilibre entre les groupes de gouvernement.

(N'est-ce pas le processus britannique qui dura de 1832 à 1867 qui préfigura les vicissitudes du royaume de Sardaigne après la disgrâce de Solaro de la Margarita jusqu'à l'avènement du binôme Cavour-Rattazzi?).

Ce que l'on appela le Gladstonian Liberal fut le modèle européen de bon nombre d'hommes politiques du XIX^e siècle: il s'agissait d'un homme qui entretenait honnêtement sa propre famille; il était probe et sobre, pratiquait une religion et obéissait à la loi morale devant le tribunal de sa conscience. En Italie, tel fut Giovanni Giolitti.

L'IMPERIALISME

Le dénivellement dans le monde entre les pays industrialisés et les autres se creusait toujours plus. Il devenait plus aigu juste au moment où le monde extra-européen semblait se contracter à la suite de l'énorme développement des communications et alors que les possibilités d'exploiter les régions sous-développées augmentaient grâce aux progrès de la technique. La révolution industrielle et l'évolution de l'Etat moderne n'avaient pas agi uniformément partout. Les effets de cet état de fait étaient importants sur les relations internationales. De nouvelles puissances émergeaient hors de l'Europe. Les Etats occidentaux ne pouvaient pas s'interdire une expansion dans des Etats et des régions qui végétaient encore dans des conditions moyenâgeuses. C'est ce qui se passait en Turquie d'Europe et dans l'Asie centrale après 1870; dans les possessions turques de l'Afrique du Nord, au Proche-Orient et en Perse, en Afrique et dans le Pacifique après 1880, en Chine et en Corée après 1885, et, également, dans le Nouveau Monde (après 1890) où les Etats-Unis allongeaient leurs mains sur la mer des Caraïbes, construisaient le canal de Panama et prétendaient appliquer la Doctrine de Monroe à l'Amérique latine. Tout ceci rendait toujours plus difficile une action mondiale du «Concert Européen», telle qu'elle s'était exercée du Congrès de Vienne (1815) au Congrès de Berlin (1878).

En tant qu'action extra-européenne et état d'esprit des Etats européens, l'impérialisme caractérise les deux dernières décennies du XIX^e siècle. Elle eut également des poètes, de Rudyard Kipling à Gabriel d'Annunzio. Un esprit de croisade chrétienne y concourut également. L'activité missionnaire était en plein essor. Lavignerie fonda les Pères blancs en 1868; la mission en Chine de l'Université de Cambridge fut inaugurée en 1885. En 1900, les armées de missionnaires catholiques et protestants en Afrique, en Asie et dans le Pacifique pouvaient être comparées aux armées coloniales des plus grandes puissances: elles comprenaient 41 000 catholiques, 18 000 protestants et 2 000 orthodoxes.

Durant tout le siècle, les Européens avaient consolidé leurs positions dans les parties du monde choisies pendant l'ère du mercantilisme, en Australasie, en Inde, en Asie sud-orientale, mais surtout dans les Amériques - pays au climat tempéré, peuples d'immigrés blancs, ou pays tropicaux déjà dominés par les Blancs. Les techniques de l'expansion blanche avaient graduellement changé; le libéralisme et l'accroissement industriel avaient déplacé l'intérêt des colonies impériales aux zones d'influence politique et économique.

L'Afrique fut le dernier continent à attirer l'attention des stratèges de l'expansion. Le partage en était assez facile. L'économie et la technique donnaient aux Européens une sécurité et une force invincibles: la civilisation et l'organisation politique imprimaient une impulsion dynamique non inférieure à celle de leurs armées. Vingt ans suffirent pour voir le continent africain découpé en formes symétriques dessinées par les géomètres de la diplomatie. A la fin du siècle, seuls le Maroc et l'Ethiopie conservaient leur indépendance. Mais les historiens actuels observent que la révolution de tout un continent se déroula sous les yeux d'hommes d'Etat - tels que Bismarck, Jules Ferry, Gladstone ou Salisbury - qui non seulement ne croyaient pas dans le colonialisme, mais même le méprisaient; ils ne

ressentaient absolument pas le besoin de possessions africaines. Et les historiens ne perçoivent pas de finalités économiques dans cette expansion: ce n'est que longtemps après le partage que les capitaux et les industries cherchèrent un débouché vers l'Afrique noire. La France investit dans ses colonies un tiers à peine de ce qu'elle prêtait à la Russie. Ce n'est qu'à la fin du siècle, après que le partage ait été accompli, qu'une mythologie de l'Empire enflamma les Européens.

Ceux qui dénoncèrent l'impérialisme comme une perversion du capitalisme européen ignoraient que la cause de ce dernier devait être recherchée justement dans le continent africain, dans l'écroulement d'un antique pouvoir dans le Nord, dans l'essor d'un nouveau dans le Sud. L'Europe s'enlisa en Afrique à la suite de deux crises: dans le Sud, la découverte de l'or dans les montagnes du Transvaal, destinée à déchaîner des conflits qui ne différeront pas de ceux qui avaient été constaté en Californie; dans le Nord, l'écroulement du pouvoir ottoman en Egypte lors de la révolution 1879-1882. L'Angleterre s'infiltra malgré elle en Egypte, déclenchant ainsi de vieilles jalousies qui couvaient dans le sein d'aventuriers tels que le capitaine Marchand. Des aventuriers du même bord - Cecil Rhodes ou le Docteur Jamezon - provoquaient un conflit inévitable pour le Transvaal. Un aventurier couronné comme le roi de Belgique, Léopold II, se taillait au Congo une énorme entreprise personnelle.

Un débarquement fortuit à Alexandrie, pour protéger la colonie britannique contre des protonationalistes arabes déclenche une chaîne de phénomènes qui culminèrent avec le partage de l'Afrique septentrionale entre l'Angleterre et la France. Quelque chose de semblable, une invasion inconsidérée de brigands dans le pacifique Transvaal eut des conséquences encore plus graves, c'est-à-dire une guerre qui humilia l'Angleterre et la fit dévier de sa politique traditionnelle.

L'EUROPE AU XX^e SIECLE

Si l'on exclut la Russie, la population de l'Europe s'élevait, en 1900, à 423 millions d'habitants. En Angleterre, la mortalité infantile atteignait 142 pour mille; en France, 161. Au cours du siècle passé entre 1850 et 1950, la civilisation occidentale ajouta une génération entière à l'âge moyen de vie: dans bon nombre des pays industrialisés, cet âge moyen augmenta, entre 1850 et 1950, de deux ans chaque décennie. Industrialisation, commerce mondial, perfectionnement des techniques dans le travail agricole et dans les transports permettaient, également, une augmentation de la population et une amélioration générale du niveau de vie. Comme le progrès n'était pas uniforme, la vie moyenne comme le niveau de vie variaient de pays à pays. En 1900, presque tous les Etats de l'Europe occidentale avaient accordé le suffrage universel: la France, en 1870; l'Allemagne en 1871; la Suisse, en 1874, la Belgique, en 1893; les Pays-Bas, en 1896; la Norvège, en 1898. En 1914, l'instruction élémentaire obligatoire et gratuite était en vigueur dans presque toute l'Europe. En 1880, Bismarck avait fait voter des lois qui introduisaient un vaste système national d'assurances contre les maladies, les accidents et l'incapacité lors de la vieillesse; en 1911, ce système fut étendu aux ouvriers agricoles et aux domestiques. En 1911, l'Angleterre commença à l'imiter.

Bien que les plus clairvoyants se rendaient compte que le futur économique du monde aurait été déterminé, dans une large mesure, par ce qui se passait aux Etats-Unis, l'Europe apparaissait encore très fortement établie dans la société internationale. Le fort accroissement de la population américaine était, lui aussi, encore alimenté par l'Europe: 8,75 millions d'Européens entrèrent aux Etats-Unis entre 1900 et 1910, la majorité provenant de l'Europe centrale et méridionale. Ni la transformation de la vie américaine sous l'âpre pression du business, ni l'essor industriel du Japon sous une direction politique (là-bas, le nombre des métiers mécaniques montait de 19 000 à 123 000 au cours de la décennie antérieure à 1914) ne jetaient une ombre sur le rôle de l'Europe.

Selon la phrase de Keynes, l'Angleterre était le «chef d'orchestre». En qualité de plus gros créancier dans le monde, le Royaume-Uni n'exploitait pas sa propre position pour accumuler des réserves d'or lui permettant d'absorber les réserves d'autres pays du

ystème mono-métallique. On agissait en sourdine pour que les dettes contractées par d'autres pays dans une région ne soient effacées avec les crédits gagnés dans une autre. De cette sorte, les bénéfices économiques étaient largement répandus et les frictions réduites. La clef de ce multilatéralisme résidait dans le fait que le Royaume-Uni avait un solde actif dans ses trafics avec les pays producteurs de matières et éteignait son solde passif avec une marge d'exportations dans les pays industriels du continent et aux Etats-Unis. A leur tour, les pays continentaux finançaient les excédents dans les importations des pays producteurs de matières premières et des Etats-Unis avec une marge d'exportations dans le Royaume-Uni. C'est cette méthode d'opérer qui apportait une stabilité en Europe.

Le libre mouvement des capitaux (au cours des sept ans qui avaient précédé 1914, l'Angleterre fournit 600 millions de livres sterling de capital britannique pour les constructions ferroviaires dans les pays qui lui donnaient des denrées alimentaires et des matières premières), établit des changes stables pour les monnaies et l'ordre légal créé avec le système monétaire basé sur l'or facilitait le commerce international. Néanmoins, on entendait déjà, au cours de ces années heureuses, des voix et l'on devinait des intérêts qui exigeaient de l'Etat un rôle moins passif.

L'Europe formait encore, en 1900, un bloc économique solide qui exerçait une hégémonie dans le monde des plus bénéfiques pour tous, car elle garantissait la stabilité et l'ordre. Toutefois, si l'on examinait ce bloc sous d'autres aspects, on pouvait y remarquer quelques failles.

La France était sortie de la guerre de 1870, qu'elle avait stupidement provoquée et au cours de laquelle elle avait démontré sa condition arriérée, avec un esprit national ulcéré et une soif de revanche trop ouvertement manifestée. Bismarck essaya de la consoler en lui facilitant l'acquisition de la Tunisie. Mais, à peine installés, les Français commirent une erreur impardonnable: ils entreprirent la construction de la forteresse de Bizerte, dont les canons pointés sur le détroit de Sicile auraient éventuellement interrompu les communications entre l'Adriatique et la mer Thyrrhénienne. L'Italie en fut alarmée et adhéra à la Triple Alliance avec la bénédiction de l'Angleterre qui regardait avec suspicion l'agitation française en Méditerranée. L'alliance entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, conclue en 1882 et renouvelée en 1887, était strictement défensive et destinée à préserver le statu quo en Méditerranée et dans les Balkans et à garantir, en outre, l'Italie contre l'action d'érosion de la franc-maçonnerie et des cléricaux français.

Mais la France se résignait de moins en moins à ce statu quo: l'acquisition de la Tunisie et de l'Indochine (toujours avec la bénédiction de Bismarck) ne pansait pas la blessure d'un orgueil atteint. Une nouvelle génération d'hommes politiques (Poincaré, Delcassé, etc.) ravivait sans cesse ces souffrances, agitait la fausse image de l'Alsace terre française et préparait les esprits à la revanche. Ce que ces hommes politiques demandaient à l'Allemagne était, en réalité, le droit d'exister: la France avait déclaré la guerre en 1870 avec la volonté de renverser les résultats de la bataille de Sadowa de 1866 et, elle était à la recherche d'un allié qui lui permette de rétablir le système de Westphalie. Tout comme trois siècles auparavant, elle avait soudoyé des Suédois elle crut pouvoir, maintenant, enrôler des mercenaires russes.

L'historien qui étudie de nos jours les événements du point de vue européen, frémit à la vue des accords franco-russes de 1891-94. La Russie était, dès 1769, l'ennemi de l'Europe méditerranéenne pour des raisons innées dans sa situation géographique et dans ses conditions internes. Cet empire n'avait pas connu de renaissance, une époque des Lumières, ni même une révolution industrielle: il régnait à cette époque encore, une société moyenâgeuse barbare, fondée sur une agriculture primitive, totalement privée d'une bourgeoisie robuste et illuminée, où les idées filtrées par l'Occident restaient à l'état de ferment qui pouvaient agiter la société, mais ne pas la réformer. Cette société archaïque, où 2% de la population avait le contrôle de l'Etat, ne pouvait pas s'adapter à l'ordre européen. Mais ce qui faisait de la Russie l'ennemi de l'Europe était sa position géographique: Etat continental sans aucun développement côtier, avec le seul port d'Arkhangelsk dans le nord, il luttait depuis deux siècles pour rejoindre des ports où la mer ne gelait pas en hiver. Ceux conquis par Pierre Ier sur la côte de la Baltique étaient bloqués par les Détroits danois. Après 1769, la Russie tenta six fois d'atteindre la Méditerranée à travers

le Bosphore et les Dardanelles. L'Angleterre et l'Autriche étaient, cependant, les gardiens du rempart turc. Les diplomates français, qui conclurent l'alliance de 1891-94, n'ignoraient pas l'histoire et étaient obligés d'évaluer les conséquences que la présence russe en Méditerranée aurait eu pour l'Europe. Ces hommes sacrifièrent l'Europe à leurs rancunes, à leurs jalousies, à leurs ambitions régionales.

En 1900, toutefois, l'Angleterre - sur laquelle régnait encore une grande dame européenne, Victoria - restait libre de tout lien, arbitre de l'Europe dès les jours de Guillaume III et de ses luttes épiques contre Louis XIV. Ce furent les conséquences ultimes du partage de l'Afrique qui la privèrent de cette indépendance heureuse.

En 1882, un protonationalisme personnifié par des hommes qui préfiguraient Nasser enflammait le delta du Nil; il prétendait régénérer le pays en en excluant les étrangers, abolir le contrôle franco-anglais sur les finances du pays pour garantir le service de ses dettes. Il se serrait autour du colonel Arabi des officiers qui n'avaient pas le sens des réalités. Il s'agissait d'un mouvement anti-européen et Arabi repoussa toute offre de conciliation de Paris et de Londres. Une démonstration navale anglo-française, en juin 1882, provoqua le massacre d'Européens à Alexandrie. A Londres, Gladstone et les libéraux pacifistes gouvernaient; cet outrage les blessa et l'amiral anglais reçut l'ordre de bombarder les forts d'Alexandrie, tandis que l'escadre française s'éloignait. Arabi proclama la guerre sainte et Suez courut un danger sérieux. C'est à très grand regret que Gladstone donna l'ordre à ses troupes de débarquer à Suez: ces dernières battirent les hommes d'Arabi à Tel-el-Kébir; elles le firent prisonnier et restaurèrent l'autorité khédiviale. Personne ne se rendait compte, à Londres, que s'inaugurerait avec cela un contrôle britannique sur l'Egypte qui durera jusqu'en 1922. Il en résulta des conséquences imprévues telles que la réorganisation du chaos égyptien, la libération de la vallée du Nil des musulmans fanatiques et une rivalité avec la France qui était en train d'occuper l'Afrique occidentale. Alors qu'au cours de l'été 1898, après avoir conquis le Soudan, Lord Kitchener arriva à Fachoda, sur le Haut-Nil, et y trouva l'aventurier français Marchand, parvenu avant lui. Pendant quelques semaines, la guerre entre l'Angleterre et la France sembla inévitable.

Entre-temps, à l'extrémité méridionale de l'Afrique, il se préparait un incendie qui aurait eu des répercussions fatales en Europe. Un petit peuple d'origine hollandaise et établi depuis des siècles au Cap de Bonne Espérance, s'était enfui devant les Anglais et s'était arrêté plus au nord au milieu des montagnes, quand le malheur voulut qu'il y découvrit de l'or et qu'à la suite de cela il vit s'abattre sur lui des vautours surtout britanniques. Provoqués de mille manières, les Boers eurent recours aux armes et soulevèrent l'admiration du monde entier grâce à leur héroïque résistance. Pendant deux ans, l'Angleterre se vit non seulement maintenue en échec, mais même l'objet de l'opprobre universel. Cette malheureuse guerre agit comme une lésion traumatique. La société de gouvernement voulut sortir de l'isolement. Une série d'accords, apparemment peu compromettants, mais suivis de contacts (même militaires) toujours plus intenses, empêtra le gouvernement britannique dans les filets que lui avaient tendus la France et la Russie à des fins que l'Angleterre avait, jusqu'alors, toujours entravées. La France voulait ramener l'Allemagne dans le système de Westphalie, la Russie étendre ses griffes sur Constantinople. Nous avons déjà raconté, en d'autres occasions, comment Sir Edward Grey et ses successeurs défirent l'équilibre européen que leurs prédécesseurs avaient construit et défendu.

LA GUERRE HYPERBOLIQUE

Bloquée dans son expansion asiatique par le Japon (1905), la Russie avait suivi le mouvement pendulaire de son histoire et réorienté ses ambitions vers Constantinople. Les Slaves méridionaux étaient de nouveau un pion dans son jeu. La Turquie était un empire supranational dans le siècle des nationalités. Pour l'Autriche-Hongrie, empire supranational, le danger était grave, lui aussi. Les bombes de Sarajevo remirent en question son existence: les assassins étaient des instruments d'une propagande panslave dont les fils arrivaient jusqu'à Petrograd. Le gouvernement de Vienne devait défendre sa survie que

menaçaient les Slaves. Des résidus historiques de très vieille origine s'agitaient en France: l'Allemagne impériale, avec ses 65 millions de citoyens, son industrie très puissante, son armée comportant 24 corps d'armée (alors que la France n'en avait que 21) était un défi à la tradition formulée par un ministre de Henri II (tenir sous main les affaires d'Allemagne dans le plus grand désordre possible). Repue et sénéscence, l'Angleterre oubliait que la nouvelle Allemagne était le principal acheteur de ses produits et ne se rappelait uniquement que le produit made in Germany pénétrait dans ses possessions. En réalité, l'Allemagne demandait de vivre avec intensité, virilement, comme avaient vécu, au cours des siècles passés, l'Espagne ou l'Angleterre. Mais une explosion d'hystérie nationaliste, de peurs irrationnelles brisa l'unité européenne que la science, l'économie et les mariages dynastiques avaient façonnée. Il faut avancer comme excuse pour les hommes d'Etat qui y entrèrent avec un enthousiasme plus ou moins grand, que tous concevaient la guerre suivant la technique selon laquelle elle avait été combattue dans le passé.

Ce que Raymond Aron déclara une «surprise technique» fit d'un conflit entre chancelleries - identique, quant à ses origines, à celui qui avait causé la guerre pour la succession en Espagne - une «guerre hyperbolique».

Les chiffres cités par Raymond Aron dans son ouvrage *Les Guerres en chaîne* en disent long sur le concept d'une guerre possible que se faisaient les Etats-Majors et les hommes d'Etat. En France (comme en Allemagne), ces messieurs étaient convaincus que la guerre se serait décidée au cours des premières semaines. Les réserves de matériel et de munitions, accumulées en temps de paix auraient suffi pour arriver jusqu'à la victoire. Le résultat de cet étrange optimisme fut que le 15 septembre 1914, les dépôts français n'avaient plus que 120 000 coups de 75. En trente jours d'opérations, la moitié des stocks avait été consommée.

La «surprise technique» fut le point culminant d'une évolution où les guerres de la Révolution française et de l'Empire représentèrent des étapes décisives: en 1813, sur le champ de bataille de Leipzig, ce furent des peuples entiers qui s'affrontèrent et non des armées de métier; et cet affrontement n'était pas dû à des intérêts dynastiques, mais au fait que le destin de la collectivité était en jeu. La démocratie (c'est-à-dire la conscription) et l'industrie (c'est-à-dire la production en série) concouraient à rendre les guerres totales. Pourquoi ce type de guerres avait été épargné au XIX^e siècle? Parce qu'avec sa politique de splendide isolation et de non involvement, et déplaçant l'aiguille de la balance au moment décisif, l'Angleterre avait empêché la fracture de l'Europe en deux coalitions fratricides. De même en 1913, quand les prétentions serbes sur l'Albanie septentrionale avaient provoqué des mobilisations partielles en Russie et en Autriche, l'Angleterre et l'Allemagne s'étaient retrouvées à la Conférence de Londres et la paix fut sauvée. Au cours de l'été 1914, le gouvernement de Londres refusa de dire à Petrograd ce qu'il aurait fallu pour arrêter la mobilisation et la guerre devint hyperbolique.

La guerre hyperbolique, combattue par tous les pays avec une utilisation totale des moyens disponibles, prolongea les hostilités avec l'équilibre des forces sur le terrain. Le moral des combattants devint un facteur militaire de premier ordre. Une fois calmé le premier enthousiasme de la mobilisation, il fallut en créer un autre avec l'organisation, c'est-à-dire en semant la haine contre l'ennemi, en le diffamant, en le calomniant. Si les Allemands se montrèrent, jusqu'à la capitulation finale, supérieurs dans la discipline, dans la tactique, dans l'emploi de l'artillerie, les Français, plus encore que les Anglais, furent maîtres dans l'art de la haine et de la diffamation. Ils étaient favorisés par la langue avec ses locutions qui se répandaient et s'imprimaient facilement. C'est de ces mois-là que datent des stéréotypes qui circulent, aujourd'hui encore, dans le monde. Ce sont les Jacobins et Bonaparte qui, les premiers, formèrent une nation en armes et lui donnèrent une primauté dans l'Etat: entre 1914 et 1918, le «militarisme» devint une perversité congénitale du caractère allemand. Le philosophe de la violence avait été un Français: Georges Sorel; la première théorie simpliste du superhomme avait été formulée par un Américain, William Graham Sumner: cette théorie aurait horrifié Nietzsche, qui était désormais présenté comme le théoricien de la brutalité germanique.

La laceration de l'Europe, l'incompréhension réciproque des Européens date de ces

années-là. Pendant la trêve de vingt ans, il ne se rétablit plus jamais, entre les hommes de culture comme entre les sociétés de gouvernement, cette unité qui avait fait tellement progressé le savoir humain et qui avait si souvent sauvé la paix.

Cette guerre hyperbolique eut des conséquences ultérieures et encore plus nocives. Rapidement, les possibilités de la production dans les Etats de la Triple Alliance arrivèrent à la limite et, profitant de la liberté sur les mers, garantie par le blocus britannique, on eut recours à l'industrie américaine. Mais, rapidement, les Alliés épuisèrent leurs réserves en dollars. Le 2 avril 1915, le Federal Reserve Board interdit aux banques régionales d'escompter les traites provenant de la vente de matériel de guerre. Comme les banques régionales étaient des institutions publiques, l'escompte aurait été une violation de la neutralité. Il s'ensuivit comme conséquence que les banques privées refusèrent, elles aussi, d'escompter ces traites. En mai de la même année, l'Angleterre, qui traitait les questions financières des Alliés aux Etats-Unis, dut faire face à un passif dans la balance commerciale oscillant entre 50 et 75 millions de dollars par mois: en août, elle éprouvait des difficultés à maintenir la livre sterling au change officiel de 4,86 dollars; le 18 août, la sterling descendait à 4,65 dollars. Un prêt américain devenait indispensable. Au Federal Reserve Board, les opinions étaient divisées et il manquait une nette majorité. La Banque Morgan, agent du gouvernement britannique, tâta le terrain: tant le secrétaire aux Affaires étrangères que celui aux Finances répondirent que la question du prêt concernait le Président personnellement. Le 26 août, Woodrow Wilson prit une décision: il déclara qu'il n'aurait pas « officiellement » révoqué l'interdiction existante, mais que si rien n'était mis par écrit et si sa décision était transmise oralement au cas où un prêt devait être émis, le gouvernement ne se serait pas opposé. Ceci suffit aux Alliés et le 10 septembre Lord Randing arriva pour négocier: le 18 septembre, un prêt de cinq milliards de dollars fut émis avec un intérêt de 6%. Depuis vingt jours, le Federal Reserve Board avait révoqué l'interdiction d'escompter les traites provenant de la vente de matériel de guerre.

Avec cet événement, la neutralité des Etats-Unis prenait fin et commençait leur association au sort des Alliés. Un proverbe anglais dit: celui qui paie le violoniste lui demande l'air qu'il jouera. En contractant cette première dette, l'Angleterre et la France se placèrent sur la voie au bout de laquelle les Etats-Unis seraient devenus l'arbitre de l'Europe. C'était le premier pas vers la renonciation à une primauté que le continent détenait depuis quatre siècles.

P. G.

REGIONALISME - EUROPEISME - UNIVERSALISME - SPIRITUALISME

de Dr GERARD PINCE

Délégué permanent de l'Organisation des Peuples Européens

La doctrine fédéraliste intègre les aspirations régionalistes à la construction européenne en s'appuyant, notamment, sur un schéma de répartition des pouvoirs, fondé sur des arguments d'ordre juridique et constitutionnel. Ces arguments étant bien connus, nous voudrions aborder cette question sous un autre angle, en montrant que la prise en compte du fait régional ne correspond pas seulement à un schéma souhaitable, mais qu'elle constitue aussi, dans l'optique qui est la nôtre, une priorité. Pour ce faire, nous nous placerons sur le plan spirituel, puisque c'est celui qui nous est essentiel.

La construction européenne, de quoi s'agit-il? S'il s'agit d'unifier l'Europe, sans préciser autrement son contenu, il est évident que cette unité est déjà largement engagée. En effet, les idéologies matérialistes, les partis politiques et les grands moyens de communication ont répandu une culture uniforme, qui d'Oslo à Rome, ou de Madrid à Hambourg, représente, à la fois, le support et le sous-produit d'une société fondée sur le culte de l'argent et sur le fétichisme de la consommation de masse. Du fait de cette grisaille intellectuelle et morale, la plupart des européens sont devenus des immigrés culturels, des déracinés, des exilés qui vivent dans un univers de béton qui leur est étranger. Avant de «construire l'Europe», il s'agit tout d'abord d'y retourner. En d'autres termes, il faut percevoir notre Europe comme une terre spirituelle que nous avons pour mission de rejoindre et d'incarner.

Pour ce faire, il convient d'écarter la voile de pacotille tissée par la sous-culture unitaire et de redécouvrir, ou bien de réinventer, les valeurs authentiques qui ont formé, dans les temps anciens, l'essence de l'esprit européen. Or, dans la mesure où le régionalisme exprime d'abord une fidélité à la langue, à la culture, et à un enracinement, c'est naturellement au niveau des régions que nous pouvons reconstituer les éléments qui donneront naissance à une âme européenne. Et que l'on ne nous dise pas que ces cultures régionales nous enferment dans des particularismes locaux puisque, bien au contraire, c'est à l'époque où ces cultures furent les plus vivaces et les plus denses qu'apparût cette conscience européenne qui devait imprégner si durablement l'époque médiévale. Certes, il n'est pas question de se réfugier dans une vision passéiste, mais seulement de rappeler que les valeurs d'appartenance et d'enracinement, sont les médiatrices d'une authentique culture européenne. Inversement, et le spectacle actuel en donne l'illustration, une culture européenne coupée de ses racines dégénère vite en contre-culture et se réduit à un discours qui prône inlassablement, sous couvert de modernité ou de cosmopolitisme, l'inversion des valeurs, le déracinement et la désespérance.

Une culture européenne ne représente pas une fin en soi. Elle doit, à son tour, s'engager sur le chemin de l'universalisme. En effet, au moment où les moyens de transport rapprochent les populations, comment ne pas adhérer à cette civilisation

de l'universel, dont Léopold Sedar Senghor s'est fait l'apôtre inspiré? Mais de même qu'une culture européenne ne peut que résulter des cultures régionales, la civilisation de l'universel s'édifiera sur les grandes cultures mondiales, et notamment, l'Européenne, l'Africaine et l'Arabe. C'est grâce à ce dialogue entre cultures indépendantes et majeures que se forgeront les concepts dont le monde a tant besoin à l'heure où les problèmes revêtent une dimension planétaire.

Régionalisme, européisme, universalisme, cette démarche ne vaut que par son fil d'Ariane. Pour nous, c'est évidemment la force spirituelle qui anime tour à tour chacune de ces étapes en leur restituant leur finalité. Cette primauté du spirituel se réalise par un enracinement, une tension et un

achèvement. L'enracinement régional, puis européen, consiste à se ressourcer à l'authenticité car l'esprit ne peut s'incarner que dans la vérité des êtres. La tension, c'est l'élan spirituel, qui à partir de cet enracinement, se déploie pour éclairer de nouveaux espaces. L'achèvement, c'est enfin l'unité spirituelle du genre humain qui jailit du dialogue, des cultures et des civilisations.

Grâce à ce fil directeur, les différentes étapes manifestent une évidente symbiose, et montrent une foi de plus que la construction européenne doit s'inscrire dans le cadre d'une véritable réforme intellectuelle et morale. Tout projet politique ne peut réussir que s'il est porteur de valeurs culturelles, et nos actions ne rayonneront, que si elles s'inspirent d'un nouveau message.

«LES DIMENSIONS EUROPEENNES DE LA CULTURE ROUMAINE»

Ce thème sera l'objet du deuxième Colloque italo-roumain de littérature que la Fondation Européenne Dragan organisera à Rome, Milan et Turin, entre le 8 et le 12 juin 1981. Au cours de trois sessions de conférences et discussions, prendront la parole des écrivains, des critiques littéraires et des professeurs universitaires italiens et roumains, qui examineront, à travers l'évocation de quelques moments significatifs des convergences littéraires italo-roumaines, l'apport de la culture roumaine au patrimoine culturel européen. L'occasion de ce colloque a été fournie par deux événements littéraires récents: la publication, à Bucarest, du volume IX des *Oeuvres complètes* du plus grand poète roumain Eminescu, et la réédition, par les soins de la «Nagard» de Rome, de la monumentale *Histoire de la littérature roumaine* de G. Călinescu.

Par leur oeuvre multilatérale, qui se situe à la hauteur des plus valables créations de leurs contemporains étrangers, Eminescu et Călinescu ont mis en évidence la valeur et l'originalité de la culture roumaine dans le contexte européen.

Cette importante manifestation européeniste est organisée en collaboration avec le Musée de la littérature roumaine de Bucarest et l'Institut «G. Călinescu» de l'Académie Roumaine.

Faciliter l'accès à la justice

380 millions d'Européens bénéficieront d'une justice moins coûteuse, plus rapide et plus simple si les gouvernements appliquent une série de mesures qui leur ont été recommandées le 15 mai à Strasbourg par les 21 Ministres des Affaires étrangères du Conseil de l'Europe.

Les propositions visant à simplifier les procédures judiciaires sont notamment les suivantes:

- recours accru au règlement amiable;
- droit des parties de présenter elles-mêmes leur cas au tribunal dans certaines affaires et diminution du nombre d'avocats participant à la procédure;
- simplification des documents juridiques, qui doivent être rédigés dans un langage facilement compréhensible;
- amélioration des dispositions en matière d'interprétation et de traduction.

Pour réduire les coûts, les Ministres recommandent de diminuer ou de supprimer les frais de procédure et de contrôler le montant des honoraires des avocats et des experts, dans la mesure où ces honoraires constituent un obstacle à l'accès à la justice. Ils recommandent aussi que, sauf circonstances particulières, la partie gagnante obtienne de la partie perdante le remboursement de ses frais et dépenses, y compris les honoraires d'avocat.

Les mesures destinées à accélérer le règlement des affaires sont entre autres:

- élimination des procédures archaïques;
- dotation des tribunaux en personnel suffisamment nombreux;
- simplification des procédures en ce qui concerne les créances non contestées ou certaines;
- adoption de dispositions visant à éviter l'abus du droit d'appel.

Il est également demandé aux gouvernements d'améliorer l'information du public sur des questions telles que:

- la manière d'introduire une action devant les tribunaux et de se défendre dans une telle action;
- les formalités de procédure et les délais à respecter pour introduire un recours contre les décisions de justice;
- les moyens par lesquels ces décisions peuvent être exécutées.

L'attentat contre S.S. le Pape

●

COMUNIQUE DU COMITE DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Les Ministres, profondément émus et indignés par l'attentat contre Sa Sainteté le Pape, qui frappe l'humanité tout entière, ainsi que par d'autres actes de terrorisme récents, ont exprimé leur répugnance et leur condamnation sans équivoque de tous les actes de violence. Ayant à l'esprit les conclusions de leur 67^e Session, ils ont passé en revue les discussions sur la défense de la démocratie contre le terrorisme menées par l'Assemblée et par les comités d'experts depuis cette Session et sont convenus qu'il est nécessaire d'étendre et de renforcer la coopération dans ce domaine entre les Etats membres. Ils ont chargé leurs Délégués d'examiner d'urgence des mesures concrètes qui, dans le respect des droits de l'homme, des lois et des Conventions en vigueur, expriment d'une façon efficace la solidarité entre les Etats démocratiques européens face au terrorisme.

Les Ministres ont réaffirmé la grande importance qu'ils attachent au processus qui a été amorcé par la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE). Ils ont noté avec regret que la réunion de Madrid n'avait pas encore, après six mois, fait beaucoup de progrès dans ses travaux.

Ils ont souligné la nécessité pour les Etats participants de faire des efforts accrus afin de parvenir à un accord sur un document final substantiel et équilibré. Ce document devrait enregistrer de réels progrès notamment dans les domaines des droits de l'homme, des contacts humains, de l'information et de la lutte contre le terrorisme, ainsi qu'une décision incluant un mandat pour une conférence sur le désarmement en Europe comme partie intégrante du processus de la CSCE. La première phase de cette conférence devrait déboucher sur l'adoption d'un ensemble de mesures de confiance et de sécurité militairement significatives, vérifiables, politiquement contraignantes et couvrant l'Europe tout entière.

Une menace pour la démocratie

Déclaration sur l'intolérance (adoptée par le Comité des Ministres le 14 mai 1981)

LE COMITE DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

1. *Convaincu que la tolérance ainsi que le respect de la dignité et de l'égalité intrinsèque de tous les êtres humains sont la base même de toute société démocratique et pluraliste;*
2. *Pronfondément inquiet devant la résurgence de diverses formes d'intolérance;*
3. *Réaffirmant sa détermination de maintenir le régime politique véritablement démocratique;*

cratique énoncé dans le préambule de la Convention européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales;

4. Rappelant que les droits de l'homme et les libertés fondamentales constituent les assises même de la justice et de la paix dans le monde;

5. Ayant à l'esprit que la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales a réussi à assurer une protection internationale efficace, sans discrimination, à toute personne relevant de la juridiction des Etats Contractants;

6. Rappelant que, conformément à la Convention internationale des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et comme suite à la Résolution (68) 30 du Comité des Ministres, du 31 octobre 1968, relative aux mesures à prendre contre l'incitation à la haine raciale, nationale et religieuse, plusieurs Etats membres ont soit adopté une nouvelle législation, soit renforcé la législation existante contre les actes inspirés par le racisme;

7. Se félicitant de l'adoption, par l'Assemblée Consultative, de la Résolution 743 (1980) relative à «la nécessité de combattre la réapparition de la propagande fasciste et de ses aspects racistes»;

8. Considérant que le meilleur moyen d'agir contre toutes les formes d'intolérance est de préserver et de consolider les institutions démocratiques et d'encourager la confiance des citoyens en celles-ci, ainsi que leur participation active à leur fonctionnement;

9. Persuadés du rôle capital de l'éducation et de l'information dans l'action contre l'intolérance, laquelle trouve souvent son origine dans l'ignorance, source d'incompréhension, de haine, voire de violence;

10. Condamne fermement toutes les formes d'intolérance quelle qu'en soit l'origine, l'inspiration ou le but ainsi que les actes de violence qu'elles engendrent, surtout lorsqu'ils portent atteinte à la vie humaine;

11. Rejette toutes les idéologies conduisant au mépris de l'individu ou à la négation de l'égalité intrinsèque de tous les êtres humains;

12. Rappelle solennellement son attachement inébranlable aux principes de la démocratie pluraliste et du respect des droits de l'homme, fondement de l'appartenance au Conseil de l'Europe, ainsi qu'à la Convention européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, instrument essentiel de l'exercice effectif de ces droits;

13. Décide

- de redoubler d'efforts pour prévenir, par l'action aux niveaux national et international, notamment dans le cadre du Conseil de l'Europe, la propagation d'idéologies racistes et totalitaires et pour agir efficacement contre toute forme d'intolérance;
- de prendre dans ce but toute mesure appropriée et de mettre en oeuvre un programme d'activités prévoyant notamment l'examen des instruments juridiques applicables en la matière, en vue de les renforcer en cas de besoin;
- de promouvoir la prise de conscience des exigences des droits de l'homme et des responsabilités qui en découlent dans une société démocratique, et à cet effet, outre l'éducation en matière de droits de l'homme, d'encourager la création dans les écoles, dès le premier cycle, d'un climat de compréhension active et de respect des qualités et de la culture d'autrui;

14. Convient que les Etats membres ne négligeront aucun effort pour faire prévaloir, dans d'autres organisations internationales, les principes énoncés ci-dessus;

15. Lance un appel à toutes les institutions, mouvements et associations ainsi qu'à toutes les forces politiques et sociales pour qu'ils apportent leur contribution à une action résolue contre la menace que représente l'intolérance pour la démocratie.

**CONSEIL
DE L'EUROPE**



MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

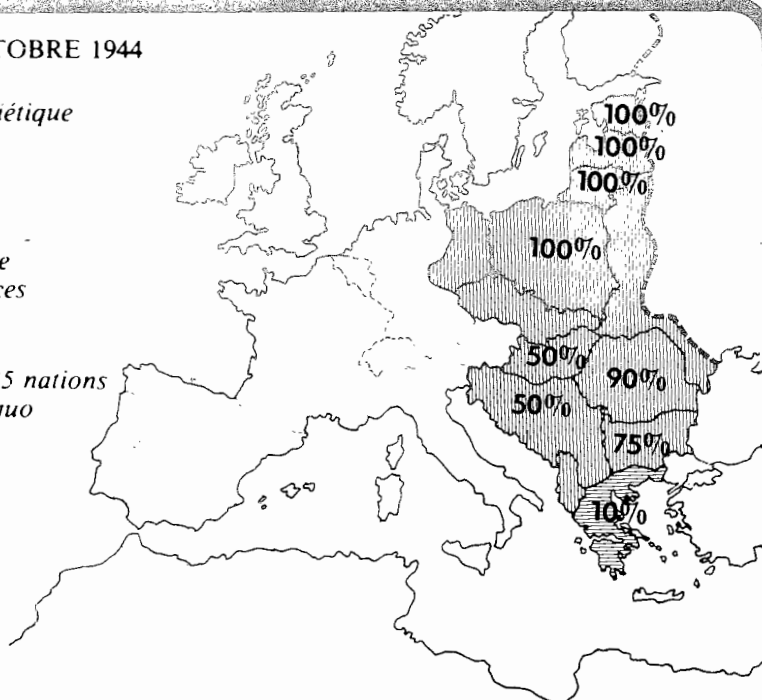
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
réconnaît le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>Francis Dessart: Vers une morale de la communication et de l'information</i>	1
Le «signal» de Rome	4
<i>Pietro Gerbore: Histoire de l'Europe (III^e partie)</i>	7
<i>Gerard Pince: Régionalisme-européisme-universalisme-spiritualisme</i>	15
Documents du Conseil de l'Europe	17
L'attentat contre SS. le Pape	18

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951)